

X  
Conférence de presse à l'APP, Messaoud Ould Boulkheir :

# "Assez messieurs de nous duper et de vous duper !"

C'est un Messaoud Ould Boulkheir déchaîné, visiblement bouleversé, parfois hors de lui, n'hésitant pas à utiliser des expressions aussi inconvenables que : "il faut avoir des tripes pour le faire" ou taper de toutes ses forces de ses deux poings sur la table, singulièrement en répondant à notre question, qui a animé la conférence de presse organisée ce mardi 22 Mars 2005, au siège de sa formation, l'APP (Alliance Populaire Progressiste), par sept partis politiques de l'opposition (APP, MDP, PCD, RFD, PUDS, PLEJ, PTUN) dont les dirigeants ont fait le déplacement.

Consacrée à l'affaire qui défraie la chronique à Nouakchott, à savoir celle de Jabhalla Mint Mohamed, femme haratine révélée par l'ONG "SOS-Esclaves" comme étant, encore de nos jours, une esclave et qui a tenté de fuir ses maîtres, mais qui finira par porter plainte contre "SOS-Esclaves" en l'accusant d'avoir cherché à en faire un fonds de commerce, la conférence de presse prendra vite les allures d'un meeting de campagne où Messaoud Ould Boulkheir, en véritable leader haratine, aborde un thème qui lui est, sinon très cher, du moins cher à sa base : l'esclavagisme en Mauritanie et le système Ould Taya. Tant et si bien que le président de l'APP ne se privera pas au passage de tirer sur "ce journal

qui a fait la fameuse interview exclusive avec Jabhalla mais qui n'apporte rien de nouveau, se faisant tout juste l'écho de Horizons et de la télévision." (NDLR : Nouakchott Info dans sa dernière livraison N°744 du 14 mars 2005).

Déterminé à s'en prendre à tout le monde, pouvoir, corps militaires, presse et autres, le président de l'APP a saisi l'opportunité pour refaire surface, au moment même où des leaders de l'opposition jouent l'apaisement et tendent la perche au pouvoir pour que soit amorcé enfin un dialogue constructif. Messaoud tient-il à prendre le contre-pied de ses amis en réveillant les vieux démons de l'esclavage? Veut-il casser la dynamique que les différents acteurs politiques aussi bien dans le camp de la majorité présidentielle, par l'initiative que prépare le RDU, que dans celui de la classe politique opposante, notamment les dernières déclarations d'Ahmed Ould Daddah dans Nouakchott Info N° 744 du lundi 14 mars 2005, sont en passe de faire aboutir ? Quoiqu'il en soit, l'homme a mis dans le même sac tous ceux qui ont eu une vision contraire à la sienne dans cette affaire de Jabhalla, comme pour soutenir, contre vents et marées, une thèse de l'esclavage qui n'a pas porté ses fruits.

Suite page 3



Messaoud Ould Boulkheir  
(Photo d'archives)

# Conférence de presse à l'APP Messaoud Ould Boulkheir : "Assez messieurs de nous duper et de vous duper !"

## A propos de la gendarmerie et de la presse ...

**L**e Président de l'APP, qui fera remarquer que ses amis des autres partis politiques ici présents pourront prendre la parole pour en rajouter ou répondre aux journalistes sur le sujet, devait commencer par expliquer les raisons de la convocation des journalistes en rappelant que "tout dernièrement une affaire d'esclavage a défrayé la chronique tant au niveau de la région que dans la sous-région. Il s'agit d'une malheureuse victime de l'unique pratique de l'esclavage exposée au su et au vu de tout le monde, a emmené à s'humilier au plus profond d'elle-même, parce qu'étant venue de son propre gré se plaindre des conditions de vie qui étaient siennes, on l'a obligé à déclarer publique que de cela, il n'en est rien et qu'elle était libre et n'avait que reconnaissance et remerciements vis-à-vis de ses bourreaux." Messaoud en touchera deux mots de la gendarmerie : "Remarquez qu'à côté de cette jeune femme il y avait un colonel de gendarmerie, c'est-à-dire, un corps considéré jusqu'à présent comme le dernier carré de l'honnêteté, si honnêteté il y a encore en Mauritanie, parce que la gendarmerie n'est pas n'importe quel corps car sur son aspect militaire vient s'ajouter son aspect judiciaire. Donc on s'attendait à mieux que cela. Mais ce corps-là, à l'instar de tous les autres corps, où de hauts gradés militaires ont fait des fausses déclarations et ont été décorés pour cela, il faut également que de hauts gradés de la gendarmerie fassent des déclarations mensongères."

Ould Boulkheir, vraisemblablement vexé par notre journal ajoutera "mais pire que cela, la presse indépendante ici représentée se serait transportée à Médérda pour réaliser une interview exclusive qui n'a en fait d'exclusif que d'avoir été publiée par ce journal, puisque l'interview a été entendue par la communauté internationale à la radio et la télévision mauritaniennes. On s'attendait à ce que l'implication de la presse nous aide un peu à élucider certaines questions. Comment se fait-il qu'un journaliste de la presse indépendante se rende interviewer une victime et revienne avec les mêmes propos qui sont en entrée de matière de l'éditorial de Horizons. Il était plus souhaitable et plus attendu de la part de ce journaliste de demander à Jabhalla, par exemple, puisqu'on dit qu'elle était gâtée par sa famille d'accueil, si à 27 ans, elle récitait la "fatiha" pour faire sa prière, lui demander des informations sur sa famille, interviewer son maître pour aller au-delà des informations de la rue, et lors de son passage à la TVM, elle ne cessait de regarder sa montre parce que c'est un cadeau que l'on venait de lui offrir, il aurait pu lui demander l'heure pour savoir si elle connaissait déchiffrer l'heure, lire. Mais malheureusement il a préféré joindre sa voix à celle de l'Agence mauritanaise de l'information et considérer ceux qui ouvrent aujourd'hui, c'est-à-dire une grande frange de la population mauritanaise contre le fléau unique de l'esclavage ce sont des anti-nationaux qui ont inventé la politique de la haine et de l'ignorance !"

## A propos du Pouvoir et de l'administration ...

Poursuivant son analyse, Messaoud dira que, "même s'il est exceptionnel par l'éclat médiatique qu'on lui a donné, ce cas d'esclavage est courant ici et il ne se passe pas un an ou même deux mois sans qu'un cas d'esclavage n'est signalé allant de la vente des esclaves à leurs mauvais traitements, à leurs problèmes d'héritage, de champs de culture ou autres. Et, à chaque fois qu'un cas est présenté aux autorités compétentes, à savoir le commissaire de police, le commandant de la brigade de gendarmerie, ou le cadí, ou le ministre de l'Intérieur ou celui de la Justice, le premier acte est de s'engager corps et âme à renverser la situation et faire dire à la victime que la chose n'est pas vraie. C'est pratiquement de cette manière que le régime veut régler ce problème. Et ce que je voudrais dire en mon nom personnel, Messaoud Ould Boulkheir, au nom des fonctions que j'assume à la tête de l'Alliance Populaire Progressiste, APP et au nom de tous mes amis des partis politiques ici présents, c'est que ces manières d'intimidation ne nous feront pas dire ce qui n'est pas la vérité. Et la vérité est que l'esclavage existe bel et bien encore en Mauritanie. Comme par le passé nous n'avons jamais rendu qui que ce soit responsable de ce phénomène de société. C'est un phénomène que nous savons avoir été pratiqué à travers tout dans le monde y compris dans notre pays. Tout le monde est responsable, maître et esclave, personne n'est responsable parce que c'est un héritage. Mais aujourd'hui je déclare officiellement que je rends Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya et son régime responsables effectifs de la pérennisation de cette situation déplorable en Mauritanie et cela en me fondant sur la manière par laquelle il traite systématiquement tous les problèmes que nous lui exposons et cela ne peut pas être le fait du hasard. Ce sont des instructions, des directives données à tous les échelons de la hiérarchie de l'administration mauritanaise, aux cadis, officiers de police judiciaires, ministres, etc. Assez messieurs de nous duper et de vous duper ! Il y a eu une autre loi sur le commerce de personnes. Je suis un député et d'autres collègues ici présents le sont. Nous avons plaidé dans le désert pour demander de profiter de cette loi qui, en aucun cas ne saurait s'appliquer à l'esclavage, pour essayer de régler du même coup le problème de l'esclavage en l'intégrant. Cela a soulevé un tollé et donc il n'existe aucun texte de loi sur l'esclavage à part la constitution et vous savez ce qu'on fait de la constitution en Mauritanie et de toutes façons, la constitution ne règle pas le problème de la caractérisation, de la sanction. Donc, nous nous disons, que par son entêtement, ses agissements, le Pouvoir est effectivement responsable de la persistance de l'esclavage en Mauritanie et nous ne reculerons pas devant cette vérité et la clamerons haut et fort. Nous, nous plaignons auprès d'Allah de toutes ces injustices là que commis ce pouvoir, institutions internationales judiciaires et des droits de l'homme du traitement que fait ce régime d'un problème aussi sérieux que celui de l'exploitation de l'homme par l'homme."

## A propos de l'initiative du RDU ...

Répondant à notre double question de savoir, primo qu'au-delà des slogans affichés dans la salle prônant la "lumière sur le passif humanitaire" et le "retour des déportés et exilés", mais aussi le fait que l'une des personnes accusées dans cette affaire de Jabhalla soit l'épouse d'un sénateur de son parti, l'APP, et sachant que l'esclavage de manière générale, étant aboli dans notre pays depuis plus de 20 ans, mais ne saurait définitivement être éradiqué qu'avec le temps, et donc, il faudrait accepter de donner du temps au temps, et secundo, ce qu'il en est de sa rencontre avec Ahmed Ould Sidi Baba au sujet d'une initiative de débat sur l'ouverture politique ou le dialogue que le RDU est en train de préparer, Messaoud Ould Boulkheir dira : "Je m'occupe du passif humanitaire, des massacres, de l'esclavage, du tribalisme, de l'absence d'institutions viables, je m'occupe de tout cela et si je parle en priorité de l'esclavage, c'est parce que pour moi, en tant qu'homme conscient, il n'y a rien de plus primordial que d'avoir sa liberté. Il n'y a pas une loi claire qui traite du problème de l'esclavage à part le décret de 1905 de la France que tout le monde a oublié, la France en premier, il n'existe rien qui traite exclusivement de l'esclavage, sinon de 1980 ou 1981 qui déclare l'esclavage aboli et qui donne droit de réparation aux maîtres."

S'agissant de la visite de Ould Sidi, ce n'est pas le sujet, mais Ould Sidi Baba est venu me voir, nous avons eu des entre-

tien, il m'a exposé son point de vue, je lui ai dit que je trouve son initiative tout à fait appropriée, que je la loue et que je suis preneur parce que je n'ai jamais refusé de discuter avec qui que ce soit, ami ou adversaire, que je ne lui ôte rien, lui non plus ne peut rien m'enlever et que l'on ne peut construire la Mauritanie sans nous inviter à la discussion et au dialogue."

Après Messaoud, le même son de cloche retentira par les interventions des présidents du parti unioniste et du PTUN qui traiteront le président Ould Taya et son Pouvoir de tous les noms leur faisant porter la responsabilité de ce qu'ils appelleront l'absence de l'Etat.

Avant le départ des journalistes, une déclaration de trois pages signée des sept partis politiques organisateurs de cette conférence de presse, sera distribuée. On y notera un appel au "peuple mauritanien à mettre à nu ce phénomène et à le dépasser", à "l'opinion nationale et internationale à faire pression sur le régime afin de lui faire prendre toutes les mesures sérieuses et adéquates en promulguant des textes législatifs caractérisant, interdisant et sanctionnant la pratique de l'esclavage", une condamnation de "l'entêtement du régime à occulter le phénomène d'esclavage dans notre pays, le rôle et le comportement de ses services de sécurité et des médias publics à propos de l'affaire de Jabhalla" et l'exigence de la "libération immédiate et inconditionnelle de deux militantes Aichetou Mint Abdellatif et Moya Mint Boya et du journaliste Mohamed Lemine Ould Mahmoudy."

MOHAMED OULD KHATTAT